

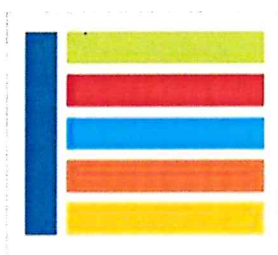
**Grand Est Développement**  
30 rue François Spoerry

68100 MULHOUSE

---

**RAPPORT**  
**du commissaire aux comptes**  
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024



**SOCIETE FIDUCIAIRE  
DE REVISION**

2 avenue de Bruxelles  
68350 Didenheim  
Adresse postale :  
BP 31037  
68050 Mulhouse cedex 1  
Tél + 33 (0)3 89 44 55 55  
[fidurevision@fidurevision.fr](mailto:fidurevision@fidurevision.fr)  
[www.fidurevision.fr](http://www.fidurevision.fr)

**Grand Est Développement**  
30 rue François Spoerry  
68100 MULHOUSE

**RAPPORT**  
**du commissaire aux comptes**  
sur les comptes annuels

**Exercice clos le 31 décembre 2024**

Aux membres de l'assemblée générale,

**OPINION**

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **Grand Est Développement** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

**FONDEMENT DE L'OPINION**

---

**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

**Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Nous avons notamment contrôlé le respect des règles de comptabilisation des subventions ainsi que le respect des conditions prévues dans les conventions signées liées à leur octroi.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de votre association sur la situation financière et les comptes annuels.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

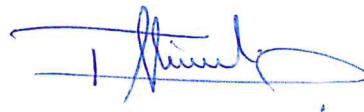
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

**Fait à Didenheim, le 25 avril 2025**

**Le commissaire aux comptes  
Société Fiduciaire de Révision**



**Philippe PFLIMLIN**

# Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés	274 697	234 953	39 744	75 936
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom	40 699	40 699		
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	834 577	537 638	296 938	382 056
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	500		500	500
TIAP & autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	62 971		62 971	60 034
<b>Total I</b>	<b>1 213 443</b>	<b>813 289</b>	<b>400 154</b>	<b>518 526</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	15 054		15 054	
Créances				
Usagers et comptes rattachés	180 695	33 109	147 586	251 305
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	6 162 401	6 237	6 156 163	3 984 400
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	369 541		369 541	871 126
Charges constatées d'avance	272 701		272 701	283 018
<b>Total II</b>	<b>7 000 391</b>	<b>39 346</b>	<b>6 961 044</b>	<b>5 389 850</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecarts de conversion - Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>8 213 834</b>	<b>852 636</b>	<b>7 361 198</b>	<b>5 908 376</b>

## Bilan

	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>	<b>1 084 430</b>	<b>1 084 430</b>
Première situation nette établie		
Fonds statutaires		
Dotations non consommables		
Autres fonds propres sans droit de reprise	1 084 430	1 084 430
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires avec droit de reprise		
Autres fonds propres avec droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	331 908	312 702
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>	<b>4 817</b>	<b>19 206</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>1 421 155</b>	<b>1 416 337</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	508 260	646 658
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
<b>Total I</b>	<b>1 929 414</b>	<b>2 062 996</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	6 050	6 050
Provisions pour charges	255 383	240 503
<b>Total III</b>	<b>261 433</b>	<b>246 553</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		9 212
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	590 441	785 930
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 445 652	1 525 372
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	3 287	9 456
Produits constatés d'avance	3 130 971	1 268 857
<b>Total IV</b>	<b>5 170 351</b>	<b>3 598 827</b>
Ecart de conversion - Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>7 361 198</b>	<b>5 908 376</b>



## Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Cotisations	166 625	267 048
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>200 268</b>	<b>392 372</b>
Ventes de biens		
Ventes de prestations services	200 268	392 372
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>9 600 666</b>	<b>9 472 763</b>
Concours publics et subventions d'exploitation	9 600 666	9 472 763
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	97 686	209 487
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	75 731	366 087
<b>Total I</b>	<b>10 140 977</b>	<b>10 707 756</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	2 537 608	3 207 343
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	582 378	566 324
Salaires et traitements	4 770 527	4 700 231
Charges sociales	2 235 031	2 218 443
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	147 312	143 229
Dotations aux provisions	74 405	63 525
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	12 564	14 480
<b>Total II</b>	<b>10 359 825</b>	<b>10 913 576</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-218 848</b>	<b>-205 820</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés		
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change	37	94
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement	70 136	44 954
<b>Total III</b>	<b>70 173</b>	<b>45 048</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilés		11
Différences négatives de change	218	159
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
<b>Total IV</b>	<b>218</b>	<b>170</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>69 955</b>	<b>44 878</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-148 893</b>	<b>-160 942</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	12 328	39 567
Sur opérations en capital	3 024	2 208
Reprises provisions, dép., et transferts de charge	138 399	138 907
<b>Total V</b>	<b>153 751</b>	<b>180 682</b>



## Compte de résultat

	du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois	du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	41	
Sur opérations en capital		534
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
<b>Total VI</b>	<b>41</b>	<b>534</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>153 710</b>	<b>180 148</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>10 364 900</b>	<b>10 933 486</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))</b>	<b>10 360 083</b>	<b>10 914 280</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>4 817</b>	<b>19 206</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		

## Synthèse de l'annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
- Règles et méthodes comptables	X		
- Faits caractéristiques	X		
- Actif immobilisé	X		
- Détail des immobilisations		X	
- Estimation du portefeuille de TIAP		X	
- Liste des filiales		X	
- Détail des amortissements		X	
- Etat des échéances des créances	X		
- Etat des échéances des dettes	X		
- Dettes garanties par des suretés réelles		X	
- Tableau de variation des fonds propres	X		
- Provisions réglementées		X	
- Provisions pour risques et charges	X		
- Charges constatées d'avance	x (Détail)		
- Produits constatés d'avance	x (Détail)		
- Produits à recevoir	x (Détail)		
- Charges à payer	x (Détail)		
- Ventilation des ressources nettes		X	
- Honoraires des commissaires aux comptes		X	
- Subventions d'exploitation	X		
- Concours publics et subventions		X	
- Résultat financier		X	
- Eléments exceptionnels		X	
- Analyse du résultat			
- Tableau des effectifs	X		
- Rémunération des dirigeants		X	
- Engagements financiers donnés	X		
- Engagements financiers reçus		X	
- Crédit-bail		X	
- Crédit-bail (Etat simplifié)		X	
- Engagement de retraite		X	
- CICE		X	
- Contributions volontaires		X	
- Suivi des legs et donations		X	
- Détail des legs, donations et assurances-vie		X	
- Suivi des dons restant à vendre		X	
- Legs autorisés à réaliser		X	
- Suivi des subventions affectées		X	
- Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		X	
- Fonds dédiés sur générosité du public		X	
- Compte de résultat par origine et destination		X	
- Etat séparé des avantages et des ressources provenant de l'étra		X	

**SOCIETE FIDUCIAIRE DE REVISION**  
 Société de Commissariat aux comptes  
 2, avenue de Bruxelles  
 68350 DIDENHEIM  
 Tél. 03 90 44 55 55

## Faits caractéristiques

### Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

L'exercice 2024 a été marqué par :

- La modification de la stratégie de l'agence. La nouvelle stratégie validée par le Conseil d'Administration est concentrée sur 3 axes principaux :
- Axe 1 : Accélérer le développement d'offres de solutions au meilleur état de l'art, mobilisables par les acteurs & opérateurs,
- Axe 2 : Renforcer l'attractivité et la réindustrialisation des territoires, attirer les investissements étrangers,
- Axe 3 : Accompagner les projets structurants à fort enjeux régionaux
- Signature d'un contrat pluriannuel d'objectif et de moyen avec la Région Grand Est sur la base de ces 3 axes.
- Signature d'une convention de financement avec la CCI Grand Est portant sur des objectifs communs avec ceux du CPOM Région

Ce recentrage stratégique a généré l'arrêt de plusieurs actions parmi lesquelles le retrait de l'agence de 2 programmes INTERREG (ATMO et LOTTI), ces derniers n'étant plus en phase avec la nouvelle stratégie de l'agence.

Lors de son assemblée générale le 9 décembre 2024, décision a été prise de modifier la dénomination de l'agence à partir du 21 janvier 2025. Depuis lors, Grand E-Nov+ est devenue Grand Est Développement. L'objet, les moyens d'actions et autres articles des statuts n'ont pas été modifiés.

Ce changement de dénomination a été enregistré auprès des différentes instances administratives.

### Autres éléments significatifs

Les conventions pluriannuelles de financement des projets suivants ont été signées :

- Feder pour le GET Numérique, Environnement et Industrie 2024-2026
- Feder pour les Prix de la Transformation 2024-2026
- Greater Green + 2024-2028
- Crossroads 2024-2029

Par ailleurs, l'agence a reçu le versement des subventions Feder relatives au 360 2023 et GET 2021/2022.

La préparation du 360 Grand Est 2025 a commencé dès le début d'année 2024.

L'équipe de Metz a quitté le CESCO (fin du bail précaire) pour s'installer dans les locaux de l'ESPACE TELIS (espace regroupant plusieurs structures d'accompagnement et soutien à l'innovation).

L'agence a également depuis janvier 2024 un bureau de passage à la Maison du Territoire à Sausheim (proche de Mulhouse) afin d'être proche des acteurs de l'écosystème local.

La politique de pose de congés payés et RTT a été revue, générant une baisse de la provision au 31/12/2024.



## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : GRAND EST DEVELOPPEMENT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 7 361 198 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 4 817 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 22/04/2025 par les dirigeants de l'association.

### Description de l'objet social

L'association a pour objet de :

- détecter, susciter, favoriser, contribuer à l'émergence et accompagner des projets d'activités économiques principalement innovantes, de quelque nature que ce soit, au sein principalement des entreprises et des collectivités territoriales ou de toute autre entité implantée en Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne en Grand Est, ce au bénéfice de la compétitivité, durabilité et attractivité des entreprises et des territoires, de la création d'emplois, de la stimulation de la commande publique en Région Grand Est.
  - prospector les entreprises à l'étranger en vue d'orienter leur implantation en Région Grand Est, notamment en facilitant leurs conditions d'implantation en réalisant, à cette fin, toute action de promotion à l'international des opportunités offertes par l'économie régionale pour un investisseur étranger.
  - promouvoir auprès des tiers et notamment d'investisseurs directs étrangers l'intérêt et les avantages pour une entreprise d'une implantation ou du développement d'une activité économique dans la Région Grand Est.
  - Et toute autre activité de développement qui pourrait être confiée par les membres de Grand E-Nov+ / Grand Est Développement.
- L'Association devra réaliser plus de 80% de son activité dans le cadre de missions qui lui sont confiées par ses membres.

### Nature et périmètre des activités et missions sociales réalisées

L'association a recentré sa stratégie sur 3 axes dont découlent 14 objectifs :

- Axe 1 : Accélérer le développement d'offres de solutions au meilleur état de l'art, mobilisables par les acteurs & opérateurs, déclinés en 3 objectifs :
  - Soutenir l'innovation & les capacités d'anticipation des offreurs de solutions au sein des GET
  - Anticiper les besoins en compétences, faciliter l'émergence de formations et l'accès aux talents
  - Accélérer la croissance et l'internationalisation des offreurs de solution
- Axe 2 : Renforcer l'attractivité et la réindustrialisation des territoires, attirer les investissements étrangers, décliné en 4 objectifs
  - Soutenir la transformation des territoires face aux mutations
  - Accélérer les relocalisations & la réindustrialisation, développer les investissements étrangers
  - Faire émerger une offre de foncier « nouvelle génération », attractive et différenciée
  - Faire rayonner la Région et ses écosystèmes
- Axe 3 : Accompagner les projets structurants à fort enjeux régionaux, décliné en 7 objectifs
  - Catalyser et accompagner le montage et le financement de projets, notamment européens, complexes à fort enjeu
  - Accélérer l'émergence et la structuration de filières et projets stratégiques des territoires en lien avec la Région
  - Faciliter l'accès aux marchés publics
  - Catalyser l'évolution des pratiques d'achat pour faciliter les transitions
  - Fournir des contenus de veille, d'intelligence économique et de prospective aux acteurs du territoire
  - Renforcer la cyber-résilience et la montée en compétences des acteurs
  - Soutenir les opérateurs de proximité de l'écosystème régional

**SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE DE REVISION**  
Société de Commissariat aux comptes  
2, avenue de Bruxelles  
68350 DIDENHEIM  
Tél. 03 80 44 77 55



## Règles et méthodes comptables

### Moyens mis en oeuvre

Localisations : nos activités sont réalisées à partir de nos différents bureaux qui sont situés à Bezannes, Troyes, Nancy, Metz, Strasbourg, Colmar et Mulhouse.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Conformément au nouveau règlement de l'Autorité des Normes Comptable ANC 2018-06, l'association devrait utiliser les comptes comptables et les mécanismes liés aux fonds dédiés pour les différentes subventions reçues.

Toutefois, dans la mesure où l'association est soumise aux impôts commerciaux et qu'elle doit à ce titre déposer une liasse fiscale, deux référentiels divergents pourraient s'appliquer engendrant de nombreux retraitements entre les deux plans comptables.

En effet, suite à une diversification de ses activités, Grand Est Développement a opté à compter du 1er janvier 2015 à l'assujettissement aux impôts commerciaux. Les comptes annuels établis depuis cette date tiennent compte de cette option et ses incidences comptables et fiscales (instruction publiée le 18/12/2006 au B014 H-5-06).

Par rapport à la comptabilisation des subventions, il a été privilégié les normes comptables du plan comptable général compte tenu de la fiscalité applicable.

Au lieu de constater des fonds dédiés, l'association applique le principe des produits constatés d'avance pour comptabiliser les quotes-parts de subventions relatives aux exercices ultérieurs. Il s'agit principalement de points de présentation cette divergence de méthode n'a aucun impact sur le résultat.

Concernant la comptabilisation des subventions, la prise en compte des produits est faite au fur et à mesure de l'engagement des charges afférentes aux différents projets, l'excédent étant enregistré en produit constaté d'avance.

Les impôts et taxes liés aux baux ont été comptabilisés jusqu'en fin 2023 dans les comptes 614 Charges locatives. Ils sont dorénavant comptabilisés dans le compte 635 Impôts et Taxes.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.



## Règles et méthodes comptables

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- \* Matériel de transport : 5 ans
- \* Matériel informatique : 2 à 8 ans
- \* Mobilier : 8 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

**SOCIETE FIDUCIAIRE DE REVISION**  
Société de Commissariat aux comptes  
2, avenue de Bruxelles  
68350 DIDENHEIM  
Tél. 03 89 44 53 55



## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	315 395			315 395
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>315 395</b>			<b>315 395</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	276 880	6 363		283 243
- Matériel de transport	27 105			27 105
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	528 543	12 238	16 554	524 228
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>832 528</b>	<b>18 602</b>	<b>16 554</b>	<b>834 577</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	500			500
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	60 034	7 869	4 932	62 971
<b>Immobilisations financières</b>	<b>60 534</b>	<b>7 869</b>	<b>4 932</b>	<b>63 471</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 208 458</b>	<b>26 471</b>	<b>21 486</b>	<b>1 213 443</b>

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	239 459	36 192		275 651
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>239 459</b>	<b>36 192</b>		<b>275 651</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels				
- Installations générales, agencements aménagements divers	81 322	29 441		110 763
- Matériel de transport	13 203	5 421		18 624
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	355 947	68 858	16 554	408 251
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>450 472</b>	<b>103 720</b>	<b>16 554</b>	<b>537 638</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>689 931</b>	<b>139 912</b>	<b>16 554</b>	<b>813 289</b>

**SOCIETE FIDUCIAIRE DE REVISION**  
 Société de Commissariat aux comptes  
 2, avenue de Bruxelles  
 68350 DIDENHEIM  
 Tél. 03 89 44 55 55

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 6 678 768 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	62 971		62 971
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	180 695	180 695	
Autres	6 162 401	6 162 401	
Charges constatées d'avance	272 701	272 701	
<b>Total</b>	<b>6 678 768</b>	<b>6 615 796</b>	<b>62 971</b>

Prêts accordés en cours d'exercice

Prêts récupérés en cours d'exercice

#### Produits à recevoir

	Montant
Clients FAE	43 135
Avoir à recevoir	1 516
Produits à recevoir IJSS	1 880
Etat - produits à recevoir	3 000
Divers - produits à recevoir	170
Autres produits à recevoir	12 220
Intérêts courus à recevoir	28 230
<b>Total</b>	<b>90 151</b>

## Notes sur le bilan

## Dépréciation des actifs

Les flux s'analysent comme suit :

	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
Stocks				
Créances et Valeurs mobilières	44 467	7 400	12 521	39 346
<b>Total</b>	<b>44 467</b>	<b>7 400</b>	<b>12 521</b>	<b>39 346</b>

## Répartition des dotations et reprises :

Exploitation	7 400	12 521
Financières		
Exceptionnelles		

## Fonds propres

## Tableau de variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	1 084 430				1 084 430
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à Nouveau	312 702	19 206			331 908
Excédent ou déficit de l'exercice	19 206	-19 206	4 817		4 817
<b>Situation nette</b>	<b>1 416 337</b>		<b>4 817</b>		<b>1 421 155</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	646 658			138 399	508 260
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>2 062 996</b>		<b>4 817</b>	<b>138 399</b>	<b>1 929 414</b>



## Notes sur le bilan

## Provisions

## Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	163 868				163 868
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	82 685	74 405	59 525		97 565
<b>Total</b>	<b>246 553</b>	<b>74 405</b>	<b>59 525</b>		<b>261 433</b>

Répartition des dotations et des  
reprises de l'exercice :

Exploitation	74 405	59 525
Financières		
Exceptionnelles		

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 170 351 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	590 441	590 441		
Dettes fiscales et sociales	1 445 652	1 445 652		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	3 287	3 287		
Produits constatés d'avance	3 130 971	3 130 971		
<b>Total</b>	<b>5 170 351</b>	<b>5 170 351</b>		

(\*) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(\*) Emprunts remboursés sur l'exercice

(\*\*) Dont envers les associés

### Charges à payer

	Montant
Fournisseurs-fact.non parvenue	172 577
Dettes provisionnées CP	490 136
Personnel prov. RTT	588
Charges sociales s/congés payé	275 254
Charges sociales sur RTT	279
Etat charges a payer	7 296
Taxe apprentissage	975
Client avoir à établir	3 224
<b>Total</b>	<b>950 328</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges à répartir	12 437		
Charges constatées d'avance	260 264		
<b>Total</b>	<b>272 701</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
Produits constatés d'avance subventions	3 130 971		
<b>Total</b>	<b>3 130 971</b>		

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Subventions d'exploitation

Les subventions des financeurs s'élèvent à 9 600 666 €, le détail des fonds comptabilisés sur l'exercice 2024 est le suivant :

1) Subventions Région Grand Est : 7 106 464 dont 450 265 € concernant le CSIRT

La subvention Région sollicitée n'a pas pu être consommée en totalité depuis 2020 :

- En 2020 et 2021 du fait des impacts de la crise sanitaire.
  - En 2022, du fait d'une date d'attribution de la subvention fin juin 2022 ayant décalé la mise en œuvre du plan d'action initialement prévu mais également du fait de la difficulté de recrutements (impact sur le marché de l'emploi de la covid)
  - En 2023, du fait la décision prise avec les services de la Région de décaler ou ne pas mettre en œuvre une partie importante du plan d'action de plusieurs pôles, du démarrage plus tardif que projeté de plusieurs Interreg et programmes européens, du départ du Directeur Général en septembre et l'arrivée de son remplaçant en novembre dans un contexte de mise en place de la quasi-régie, des modifications d'instances de gouvernance de l'association mais également de sa stratégie, de vacances de postes suite à des difficultés de recrutement Sans les collaborateurs devant mettre en œuvre les plans d'action prévus (dont la réalisation d'études et d'outils), tant les charges de personnel que les dépenses externes liées aux plans d'action n'ont pas été réalisés.
- Enfin, chaque fois que les objectifs de facturation de prestations, de sponsoring ou de cotisations sont dépassés, cela diminue mécaniquement les cofinancements Région. Ceci a également été le cas en 2023.

En 2024, les équipes ont été mobilisées une grande partie du T1 sur la mise en œuvre opérationnelle de la nouvelle stratégie, décalant le plan d'actions. Consécutivement à la nouvelle stratégie, il a été décidé de ne pas donner suite à un certain nombre d'actions prévues lors de la constitution du budget à l'automne 2023, et ce en accord avec la Région Grand Est et notre conseil d'administration. L'agence a également obtenu des accords de lancement de nouvelles actions et de recrutement plus tard que projeté. Des difficultés de recrutement ont également été rencontrées en 2024, engendrant les effets décrits ci-dessus.

Enfin, du fait de la conjoncture économique, un effort de réduction des dépenses a été engagé, effort qui se poursuit en 2025.

2) Subvention CCI Grand Est : 740 000 €

3) Fonds accordés par les autres financeurs :

• Par les fonds européens : 1 239 586 €

- Subvention EEN COSME : 209 098 €
- Subvention EDIH : 90 698 €
- Subvention INTERREG ATMO RHENA+ : 3 827 €
- Subvention INTERREG DEBUTING : 28 408 €
- Subvention INTERREG OD4Growth : 33 552 €
- Subvention INTERREG LOTTI : 18 943 €
- Subvention Interreg CROSSROAD : 39 386 €
- Subvention Greater Green + : 84 237 €
- Subvention FEDER Sorezo : 16 866 €
- Subvention FEDER GET 2022-2023 : 40 044 €
- Subvention FEDER GET II 2024-2026 : 622 508 €
- Subvention Trophées 2020 : - 1 625 €
- Subvention FEDER – 360 2023 : 12 220 €
- Subvention FEDER – Prix de la Transformation : 41 424 €

• Par les collectivités publiques locales (agglomérations, villes) : 466 500 €

- Subvention Eurométropole de Strasbourg : 50 000 €
- Subvention Metz Métropole : 60 000 €
- Subvention M2A : 47 500 €

**SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE DE REVISION**  
Société de Commissariat aux comptes  
2, avenue de Bruxelles  
68350 DIDENHEIM  
Tél. 03 89 44 55 55



## Notes sur le compte de résultat

- Subvention Métropole du Grand Nancy : 50 000 €
- Subvention Communauté Urbaine Grand Reims : 50 000 €
- Subvention Châlons-en-Champagne Agglo : 25 000 €
- Subvention Troyes Champagne Métropole : 40 000 €
- Subvention Ardenne Métropole : 25 000 €
- Subvention Colmar Agglomération : 44 000 €
- Subvention Saint Dizier Der et Vallées : 25 000 €
- Subvention Saint Louis Agglomération : 25 000 €
- Subvention Bassin de Pompey : 25 000 €

• Autres financeurs : 48 116 €

- Subvention ADEME Sorezo : 11 260 €
- Subvention Auchan revitalisation : 10 000 €
- Aides à l'emploi (alternance) : 26 856 €



## Autres informations

### Effectif

Effectif moyen du personnel : 89 personnes dont 6 apprentis et 1 handicapé.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	38	40	78	78
Employés	3	8	11	11
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>48</b>	<b>89</b>	<b>89</b>

### Engagements financiers

#### Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
Avals et cautions	
Engagements en matière de pensions	581 152
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
<b>Total</b>	<b>581 152</b>

Les engagements de retraite résultent de la convention collective applicable au sein de l'association.

Les montants obtenus représentent la somme totale de 581 152 €, dont 163 868 € sont comptabilisés au niveau des comptes annuels et concernent les salariés issus de l'association AAA avant la fusion intervenue en 2020 (voir explications ci-dessous).

Les hypothèses retenues pour le calcul de l'engagement retraite sont les suivantes :

- date de départ à la retraite : 65 ans
- taux d'actualisation : 3,38%
- taux de rotation du personnel : 2 %
- taux de charges patronales : 50 % (en cas de départ volontaire à l'initiative du salarié)
- taux de revalorisation des salaires : 3 % constant pour l'ensemble des salariés

**SOCIÉTÉ FIDUCIAIRE DE REVISION**  
Société de Commissariat aux comptes  
2, avenue de Bruxelles  
68350 DIDENHEIM  
Tél. 03 89 44 55 55

## Autres informations

- table de mortalité retenue : table réglementaire TH/TF 00-02
- méthode de calcul retenue : ANC 2021

Aucune provision n'a été constatée dans les comptes annuels pour l'engagement représentatif des salariés présents au sein de l'association Grand Est Développement avant la fusion avec l'association AAA.

Cependant, concernant les salariés issus de l'association AAA, la méthode comptable retenue dans cette association était la comptabilisation de la provision retraite dans les comptes annuels. Suite à la fusion intervenue avec effet rétroactif au 01/01/2020, et selon les recommandations du PCG (art. 774-1) il a été procédé comme suit :

- Reprise de la provision au montant figurant au bilan AAA avant fusion,
- Pas de revalorisation de la provision pour les années suivantes,
- Reprise de la QP de chaque salarié l'année de son départ en retraite ou de son départ de l'association.

**SOCIETE FIDUCIAIRE DE REVISION**  
Société de Commissariat aux comptes  
2, avenue de Bruxelles  
68350 DIDENHEIM  
Tél. 03 89 44 55 55

